



Département des ressources en eau (DOWR)

Ministère des terres et des ressources naturelles (MOLNR)

Newsletter 3^{ème} trimestre

(Juillet, août, septembre 2018)

1. Réponse de Port Vila BAN Editor



Le mardi 11 septembre, le Daily Post a publié un article intitulé «Victimes punies dans le port sale de Port-Vila», publié dans le n ° 1. 5507.

L'article indique que le niveau de bactéries présent dans les eaux du port de Port-Vila n'est pas contesté, qu'il s'agit de l'amende d'une personne ou des personnes qui en font l'objet. L'article indique en outre que les autorités compétentes omettent d'éduquer et d'informer le public sur l'interdiction et l'amende (conformément à l'avis n ° 72, 2018), cela peut être en partie vrai, mais le

l'équipe et le conseil municipal de Port Vila (PVMC) pour informer le public.

L'article indique également que le ministère a effectivement attrapé et pénalisé certains membres du public depuis l'interdiction, ce n'est pas vrai. Il est toujours en train d'informer le public en mettant l'accent sur son dangerosité pour la natation via le bouche à oreille, la page Facebook du département des ressources en eau et les talk-shows pendant la production des panneaux d'affichage.

Le paragraphe (2) de l'avis est libellé comme suit: «Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet une infraction en vertu de l'article 32 de la loi (Loi sur la gestion des ressources en eau [CAP 28] punissable d'une amende d'un montant maximal de 1 000 VT, 000 ou à un emprisonnement maximal de deux ans, ou les deux ». Il s'agit de limites, du montant de l'amende et de la peine d'emprisonnement dépendront de certaines catégories que le Département des ressources en eau s'efforce d'établir.

La chose importante à noter est que le ministère le fait pour la population, pour nous protéger tous. Nous avons besoin de tout le monde pour que cela fonctionne.

2. Soutien renforcé aux collectivités pour l'accès à une eau salubre par le gouvernement



Port Vila, le 18 septembre 2018: le Département des ressources en eau a entamé la mise en place d'un processus visant à renforcer l'accès des communautés de Vanuatu à une eau propre et salubre.

«Alors que le gouvernement néo-zélandais et d'autres partenaires donateurs ont financé un certain nombre de projets dans les communautés, leur soutien est essentiel pour améliorer la manière dont le gouvernement fournit l'eau à la population de Vanuatu de manière beaucoup plus durable et systématique», a déclaré Alfred Maoh, Ministre des terres et des ressources naturelles. «Ce processus signifie que les secrétaires de secteur jouent un rôle plus important dans l'identification des besoins au niveau de la communauté», a-t-il ajouté.

Pour que tout le monde ait accès à une eau propre et salubre, les communautés de Vanuatu ont besoin d'un plan de sécurité et de sécurité de l'eau potable (DWSSP). Il est important que les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires ou les personnes impliquées dans des projets d'approvisionnement en eau s'assurent de l'élaboration d'un plan de sécurité et de sûreté de l'eau potable avec la participation de la communauté. Le gouvernement, des particuliers et des organisations non gouvernementales ont déjà élaboré plus de 100 plans de sécurité et de sûreté de l'eau potable.

«Il s'agit d'une nouvelle approche adoptée par le DOWR. C'est une feuille de route qui guide l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes d'approvisionnement en eau nouveaux et existants à l'aide de l'outil de planification de la sécurité et de la sûreté de l'eau potable», a déclaré Erickson Sammy, directeur du Département des ressources en eau. «Ce processus utilise la structure de décentralisation avec l'approche ascendante pour recevoir les demandes d'approvisionnement en eau», a ajouté M. Sammy. Il est actuellement dirigé par le directeur par intérim de l'Unité de suivi et d'évaluation, M. Erie Sami.

3. Lancement du système d'eau SIBIOMBU



Le jeudi 20 septembre 2018 a marqué un jour historique pour la communauté de Sibiombu, Erromango en tant que directeur du Département des ressources en eau (DOWR), M. Erickson Sammy, a lancé son système d'approvisionnement en eau entièrement installé et fonctionnel.

Le village de Sibiombu se situe dans la partie orientale d'Erromango, où le seul moyen d'accès est l'accès par bateau aux eaux océaniques agitées. Aucune infrastructure en place ne signifie qu'ils n'ont pas facilement accès aux routes, aux magasins, aux écoles, aux établissements de santé et à une eau potable saine et salubre.

Pour collecter de l'eau pour boire, cuisiner, se laver et se laver, les habitants de Sibiombu doivent parcourir une distance d'environ 200 à 300 mètres.

Le DOWR a passé un contrat avec Spring Life en 2015, en réponse à la crise d'El Nino, pour la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau dans plusieurs localités de Vanuatu et de Sibiombu.



La délégation accompagnant le directeur du DOWR, Sammy, comprenait le premier conseiller politique auprès du ministère des Terres et des Ressources naturelles (MOL), M. Sero Kuautongga, au nom du ministre Alfred Maoh; 2e conseiller politique auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports et M. Joel Nilwo, au nom du député des îles périphériques TAFEA, Tomker Netvunei.

Le gouvernement provincial était également représenté par l'administrateur de la région et par les principaux chefs de la région, dont l'un résidait à Vila.

4. Provincial WASH – Formation en coordination d'urgence



Une formation provinciale en eau, assainissement et hygiène (WASH) de trois jours - en formation à la coordination des interventions d'urgence dans la capitale a pris fin hier.

L'atelier était dirigé par M. Jason Snuggs, conseiller technique au Département des ressources en eau (DOWR).

Tenue du 24 au 26 septembre 2018, la formation WASH était destinée aux ONG et aux ministères, principalement le ministère de la Santé et le DOWR, et visait à améliorer la coordination de l'équipe en matière de réponse WASH en cas d'urgence.

L'objectif était de former tous les secteurs concernés du cluster WASH pour mieux coordonner leurs interventions en cas d'urgence au sein de leurs organisations et de leurs départements respectifs et, dans son ensemble, du cluster WASH pour assurer une réponse efficace et efficiente.

L'accès à WASH comprend de l'eau potable, des installations sanitaires adéquates et une éducation en matière d'hygiène.

Fondée par l'UNICEF, l'équipe WASH travaille dans plus de 100 pays du monde entier pour améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que les pratiques d'hygiène de base.

Garder les mains propres est l'une des mesures les plus importantes à prendre pour éviter de tomber malade et de transmettre des germes à d'autres personnes.

De nombreuses maladies et affections se propagent en

ne se lavant pas les mains avec du savon et de l'eau courante, ce qui est l'un des principaux messages transmis par le cluster WASH en cas de catastrophe lors de la coordination visant à fournir une eau salubre et propre aux victimes lors d'un événement naturel extrême.



Vanuatu est considéré comme l'un des pays les plus vulnérables au monde face aux risques naturels.

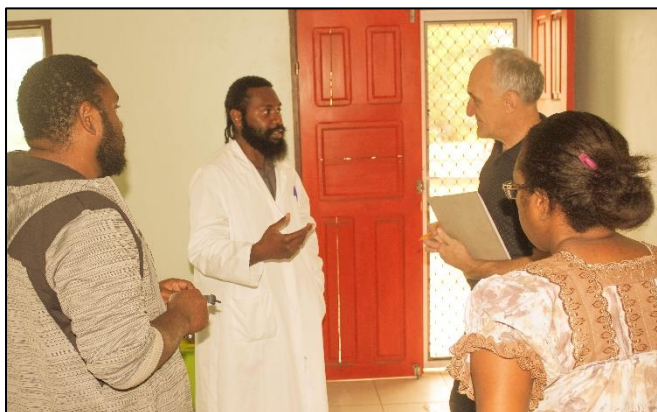
Composé de plus de 80 îles, le pays est situé sur un «cercle de feu» propice aux tremblements de terre et se situe au centre de la ceinture de cyclones du Pacifique.

Ces risques entraînent une fréquence élevée d'éruptions volcaniques, de cyclones, de tremblements de terre, de tsunamis, d'ondes de tempête, d'inondations côtières et de glissements de terrain.

En outre, le pays subit déjà les effets du changement climatique. L'élévation du niveau de la mer et l'intensité accrue d'événements extrêmes ont entraîné des changements dans la productivité agricole et la disponibilité de l'eau.

Par conséquent, cette même formation WASH - in Emergency Coordination sera organisée dans les cinq provinces restantes, à savoir TAFEA, TORBA, MALAMPA et SANMA, au cours des deux prochains mois.

5. Projet de réseau de normes du COMMONWEALTH (CSN)



DE GAUCHE A DROITE: MICHEL LEODORO (GEO SCIENTIST), MICHAEL MANIEL (AGENT DE LA QUALITÉ DE L'EAU), ALAIN PEYRE (CSN) ET BEVERLY MARANGO (BUREAU DES NORMES)

Le projet de réseau de normalisation du Commonwealth (CSN) est une initiative de facilitation du commerce annoncée par le Premier ministre du Royaume-Uni lors de la réunion du Commonwealth Business Forum en avril 2018. Le CSN est financé par le Département britannique du développement international (DFID) et mis en œuvre par la British Standards Institution (BSI).

Le projet vise à créer un changement transformationnel en utilisant les valeurs, les langues et les institutions communes du Commonwealth, afin d'accroître le potentiel d'exportation des économies les moins développées du Commonwealth tout en stimulant le commerce intra-Commonwealth. L'utilisation à plus grande échelle des normes internationales augmentera les possibilités pour les entreprises d'exporter vers des marchés qui utilisent les mêmes normes.

Les principales activités du Commonwealth Standards Network incluent:

- établir un portail en ligne pour accroître le partage d'informations entre les organismes de normalisation nationaux du Commonwealth et les autres parties prenantes;
- créer un référentiel d'informations destiné à soutenir la normalisation dans l'ensemble du Commonwealth et un forum permettant aux organismes nationaux de normalisation (NSB) du Commonwealth de partager leurs connaissances et leurs expériences;
- élaborer une boîte à outils pour soutenir la normalisation dans l'ensemble du Commonwealth;
- Organisation de programmes de formation pour les ONN du Commonwealth dans les pays éligibles à l'aide au développement outre-mer (APD), ainsi que d'ateliers dans les pays éligibles à l'APD pour sensibiliser et promouvoir les avantages de la

normalisation aux principaux acteurs gouvernementaux et privés;

- Fournir trois projets d'assistance technique dans certains États du Commonwealth dans les régions des Caraïbes, de l'Afrique de l'Est et de l'Océanie.

Les normes jouent un rôle crucial dans la promotion de la productivité et de l'efficacité, la réduction des coûts, la suppression des obstacles au commerce et la stimulation de la croissance économique.

Scott Steedman, directeur des normes chez BSI, a déclaré:

«Une étude indépendante menée en 2015 a révélé que 41% des PME et 36% des grandes entreprises du Royaume-Uni sont plus susceptibles d'exporter si elles respectent les normes de l'industrie.

«Le lancement du Commonwealth Standards Network renforcera les performances économiques des États membres [du Commonwealth] grâce à une coopération plus étroite dans l'utilisation des normes internationales, qui accroît la compétitivité, renforce la responsabilité sociale et constitue un «passeport pour le commerce».

Nous voulons aider les entreprises du Commonwealth à devenir plus compétitives et à réussir sur le plan économique. L'utilisation des normes est source de croissance. »

M. Alain Peyre, de la CSN, accompagné de Mme Beverly Marango du Bureau des normes ici à Vanuatu, a visité le DOWR et le laboratoire de géologie et mines pour recueillir des informations sur leur statut.

Des visites telles que celle-ci sont prévues dans tous les laboratoires agréés par le gouvernement pour déterminer quelles ressources sont disponibles et non disponibles, machines disponibles ou font défaut, tests en cours, matériel existant, procédures suivies, nombre de techniciens affectés au laboratoire, et quels sont les domaines dans lesquels le projet peut former les agents à combler ces lacunes.

La mise en place d'un réseau national comprenant chacun des laboratoires du gouvernement sera très bénéfique pour le gouvernement pour diverses raisons, notamment une meilleure cohérence des opérations, une commande d'équipement en gros et une assistance aux tests entre laboratoires.